



Le 30 mai 2023, le déploiement de la Task Force dirigée par Sedena accompagné de la Garde nationale, de la police nationale et municipale a été effectué vers la région frontalière entre le Chiapas et le Guatemala qui a été frappée par des violences entre groupes armés. Photo : Isabel Mateos/Cuartoscuro

Chronique mexicaine 37

9 avril 2024

6 février 24

4e Assemblée nationale pour l'Eau et la Vie (Tlaxcala)

Elle aura lieu les 23 et 24 mars et un appel à participer est lancé par le Congreso Nacional Indígena : en effet, de l'eau, il y en a, et elle est un bien commun – mais qui est pillé par les entreprises et accaparé au détriment des populations.

Bonafont-Danone, Coca-Cola, Nestlé, mais aussi les industriels de la bière, de l'automobile, de la mine - entre autres - la confisquent pour leurs business et la contaminent, provoquant sécheresse et dépérissement. Et le Gouvernement, avec ses administrations spécialisées, organise le pillage, générant encore des profits avec le traitement des contaminations, autre industrie lucrative. L'ambition et la cupidité des politiciens porte atteinte à la vie de tous et répond à la résistance des villages par la répression, la criminalisation et l'assassinat.

7 février

Les tueurs du Cartel Jalisco Nueva Generacion CJNG contre la communauté d'Ostula (Michoacan)

(voir *Chro mex 36* : 3 février)

Les agressions armées continuent depuis plusieurs jours, avec armes de guerre et usage de drones. La Garde communale contient les maffieux et elle est seule à s'opposer à eux.

Communiqué des organisations de défense des Droits de l'Homme sur les déplacements forcés des villages zapatistes (Chiapas)

(voir *Chro mex 36* : 17 janvier)

Le réseau TDT (Tous les Droits pour Tous) a dénoncé le laisser-faire du Gouvernement et son double-jeu manifeste, puisque le magasin collectif des Zapatistes expulsés à Ocosingo a été, avec l'aval de la municipalité, transformé en agence de l'ORCAO (organisation paramilitaire camouflée en groupement de caféiculteurs).

Les villages unis de la région cholulteca ne participeront pas à la mascarade écologique institutionnelle (Puebla-Tlaxcala-Morelos)

Un courrier leur a été adressé pour qu'ils siègent à une grand-messe officielle (avec des ministres des Gouvernements des États concernés, des représentants des municipalités, de l'Université, des industriels).

Les Pueblos Unidos refusent de participer à ce type de processus gestionnaire cousu de fil blanc où les décisions sont prises d'avance et où les formes démocratiques et participatives sont un pur spectacle.

Ils rappellent comment le même personnel politique a imposé cyniquement le Projet Intégral Morelos (au mépris de ses promesses antérieures), comment il a fait assassiner Samir Flores Soberanes, comment il a violé le droit des paysans indigènes à être réellement consultés sur ce mégaprojet qui bouleverse le territoire.

Ils nomment les entreprises partie-prenantes de cette prétendue réflexion sur l'Écologie de la région et rappellent leurs responsabilités écrasantes dans les scandales de pollution.

Par exemple, la création d'un collecteur de déchets toxiques se déversant ... dans le Rio Metlaplanapa ! et ce, avec la bénédiction de la CONAGUA, entité officielle chargée de veiller à la protection de l'eau. (On peut d'ailleurs préciser que son directeur de l'époque est à présent en fuite après avoir détourné l'équivalent de 50 millions d'euros destinés à la protection du Rio Atoyac - dont le Metlaplanapa est affluent).

Et qui est allé en prison ?

Miguel Lopez Vera, défenseur du Rio Metlaplanapa.

Alejandro Torres Chocolatl, membre du CNI, arbitrairement séquestré par la police.

Bref, les Villages Unis ne se compromettent pas dans cette prétendue réunion de travail qui n'est qu'une manœuvre politicienne de plus, et désignent AMLO, ainsi que les ministres et gouverneurs participants comme « les criminels qui ont assassiné la flore, la faune et la vie du bassin supérieur du Rio Atoyac ».

9 février

« le Rio Mayo a pratiquement disparu » (Sonora)

Myrna Dolores Valencia Banda, dirigeante indigène Yoreme/Mayo(*) prévient que l'agriculture industrielle est en train d'anéantir le Rio Mayo, l'un des principaux affluents du Sonora.

(*)pour en savoir plus, le site suivant présente le peuple Yoreme, et il propose aussi une vidéo de 30 minutes montrant le passage du Sub Marcos en territoire mayo lors de l'*Autre Campagne* en 2005 : les indigènes exposent alors les difficultés qu'ils vivent déjà.

<https://peuplesautochtones.wordpress.com/2021/08/03/mexique-le-peuple-mayo-ou-yoreme/>

Dans un entretien à Mongabay Latam, Myrna explique comment le pays a changé et comment l'aménagement agricole est arrivé à déposséder les gens de leur mode de vie et de leur territoire : barrages, pompages et infrastructures ont fait disparaître une réalité naturelle, la vallée, qui était aussi une réalité culturelle. Les « Plans de justice » se sont avérés être une farce, il n'a strictement jamais été question de redonner vie au fleuve: le projet bureaucratique de « redonner vie aux traditions , préserver et développer la langue » n'a même pas envisagé qu'une culture et une langue s'inscrivent dans un territoire vivant et pas dans un désert agricole labouré en monoculture ; encore moins quand les Indigènes, censément « possesseurs des terres » selon la loi, sont dépourvus de tout moyen économique pour les cultiver comme il l'avaient toujours fait et se retrouvent obligés de les mettre en location ou en vente... et de devenir eux-mêmes ouvriers agricoles payés comme des esclaves.

Myrna explique comment s'est constituée l'Alliance Yoreme et comment celle-ci entend défendre son territoire et ses ressources, pour avoir une chance de continuer dans l'avenir à exister en tant que peuple.

Voir :http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-le-rio-mayo-a-pratiquement-disparu-aneanti-entretien.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmail

À noter aussi que Myrna Dolores Valencia Banda est membre de Congreso Nacional indigena et représentante au Consejo Indigena de Gobierno : si vous voulez faire connaissance avec cette femme indigène, voyez ci-dessous article, film, reportage photo :

<http://cocomagnanville.over-blog.com/2018/02/mexique-fleurs-dans-le-desert-5.html>



Acharnement judiciaire contre David Hernandez Salazar (Oaxaca)

Opposant au mégaprojet du CIIT (Corridor Interocéanique de l'Isthme de Tehuantepec), David Hernandez S. a été condamné à 46 années et 6 mois de prison, plus une amende d'un montant astronomique (l'équivalent de 85 000 euros) sur la bases d'accusations mensongères et de témoignages inconsistants.

Depuis 2017, David défend le bois de Pitayal ; il a été arrêté illégalement, frappé, diffamé, menacé. En 2021, son activité d'agent communautaire de Puente Madera et de membre de l'APIIDTT (Alliance des Peuples Indigènes de l'Isthme pour la Défense de la Terre et du Territoire) a permis d'obtenir la suspension d'un « pôle de développement » à San Blas Atempa... et lui a valu un regain de persécutions et harcèlement de la part de la municipalité de San Blas, de l'État de Oaxaca et de plusieurs ministères fédéraux- dont celui de la Défense Nationale (SEDENA). Des ordres d'arrestation visent également 17 autres personnes à Puente Madera...

Devant cette situation, l'APIIDTT ne recule pas : elle exige la révocation de la sentence, l'abandon général des poursuites, appelle à des actions de solidarité et à un soutien financier pour faire face aux frais des procès...

et elle invite sur son territoire du Pitayal à célébrer ces 3 années de lutte, du 11 au 17 mars.

(Le communiqué est publié « depuis la barricade du Pitayal ».)

10 février

Bio piraterie (Oaxaca)

Une variété de maïs mexicain (qui pousse sans avoir besoin d'engrais), le maïs *Oloton*, est exploitée par la société américaine Mars Inc., qui n'accorde que 1 % des bénéfices commerciaux aux autorités communales indigènes, avec lesquelles elle a passé un contrat grossièrement déloyal. Mars Inc. s'est ainsi approprié des ressources et des connaissances traditionnelles de façon abusive, aux dépens de la communauté de Totontepec-Villa Morelos.

Cette société transnationale possède un empire, avec entre autres des marques comme Snickers, Bounty, Balisto, M&M's, Mars, Pedigree et Wiskas (aliments pour animaux, même si certains se font passer pour de la confiserie).

Voir <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/08/02/2024/maiz-oloton-de-oaxaca-un-caso-de-biopirateria-escandaloso>

18 février

Defense des cenotes (Yucatan)

Les « Gardiens des Cenotes » (Kanan Ts'Ono' ot) exigent que soit prise en compte la consultation que le village maya d'Homun a réalisée en 2017 concernant une mégapocherie industrielle ; le refus massif de la population a été ignoré, mais les résultats étaient clairs : 789 votants, 732 opposants.

L'installation industrielle s'est faite en violation des procédures légales, c'est aujourd'hui admis par la Justice, mais on prétend néanmoins refaire cette consultation, comme si l'opposition de la population ne pouvait être qu'une erreur, ou qu'elle n'avait pas légitimité pour organiser la consultation – mais avec l'intention évidente d'engager des manœuvres pour fausser les résultats antérieurs.

« Toutes les fermes porcines fonctionnent sans l'autorisation des peuples mayas qu'elles affectent et elles sont toutes illégales » a déclaré le collectif.

22 février

5 ans après l'assassinat de Samir Flores Soberanes, il leur faut un dessin (Morelos)

Le Front des villages en Défense de la Terre et de l'Eau (FPDTA) publie un communiqué pour constater que les évidences mises à jour ne sont pas prises en compte par l'enquête officielle. Et il publie une carte/schéma présentant les différentes pistes, les protagonistes essentiels, qui fait apparaître qu'une des pistes a été délibérément laissée de côté, *celle qui relie l'assassinat de Samir à son opposition au Projet Intégral Morelos*.

La pression populaire a obtenu il y a quelques mois que l'affaire soit portée devant le Bureau Spécial chargé des crimes contre la liberté d'expression (FEADLE).

Peut-être le FEADLE observera-t-il, grâce à la carte, que le méga-projet et le meurtre sont directement liés, car le Crime organisé accompagne tous les mégaprojets, Corridor interocéanique, Train maya, exploitation minière à ciel ouvert, conflit de Santa Maria Ostula, etc.

23 février

L'État et les langues (Michoacan)

Le Conseil Suprême Indigène du Michoacan, à l'occasion de la Journée internationale de la Langue maternelle, rappelle qu'il y a 120 millions de Mexicains et que 6,2 % d'entre eux parlent une langue indigène. Il observe que cette proportion a reculé depuis 1930, où elle était évaluée à 16 % (*)

Rien d'étonnant, dit-il, il ne suffit pas d'organiser des conférences et des débats et de prétendre vouloir « sauver les langues »... car les langues meurent entre les politiques officielles d'impunité et d'injustice, quand tous les niveaux de gouvernement s'appliquent à ignorer les sociétés indigènes, et à s'opposer, en dépit de la loi, à leur progression vers certaines formes d'autonomie ; quand partout les territoires traditionnels sont attaqués par les entreprises extractivistes et mis au pillage, avec si nécessaire l'appui du Crime organisé. Quand les populations indigènes se retrouvent marginalisées par la pauvreté et la violence et souvent obligées à se transformer en travailleurs migrants, transportés d'un État à l'autre.

Le CSIM conclut que les langues ne peuvent survivre que dans l'organisation, la résistance et la lutte pour la protection des biens communs.

25 février

Que deviennent les jardins flottants des Aztèques ?(Mexico-ciudad)

Reportage de Mongabay Latam sur la survivance des *chinampas*, déclarés en 1987 »patrimoine de l'humanité par l'Unesco.

Paysans et biologistes de l'université Nationale collaborent pour conserver cette zone humide de Xochimilco et toute la vie qui s'y rattache.

Voir :[http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-scientifiques-et-producteurs-unissent-leurs-forces-pour-donner-une-longue-vie-a-xochimilco.html?](http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-scientifiques-et-producteurs-unissent-leurs-forces-pour-donner-une-longue-vie-a-xochimilco.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmai)

[utm_source= ob_email&utm_medium= ob_notification&utm_campaign= ob_pushmai](http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-scientifiques-et-producteurs-unissent-leurs-forces-pour-donner-une-longue-vie-a-xochimilco.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmai)

(*) Voir *Chro mex 2*: 13 février 2018

15 : 1 juillet 2020

16 : 29 octobre 2020

26 février

Nouvelles d'Avispa midia

Ce site libertaire d'informations, qui a des relais dans plusieurs pays d'Amérique latine, publie fin février plusieurs articles sur le Mexique :

1- Amilcingo a perdu Samir Flores Soberanes depuis 5 ans.(Morelos)

<https://avispa.org/quinto-aniversario-de-un-amilcingo-sin-samir-flores/>

2- La Justice , un instrument de torture contre les prisonniers d'Eloxochitlan (Oaxaca)

<https://avispa.org/mexico-justicia-de-oaxaca-instrumento-de-tortura-contralos-presos-politicos-de-eloxochitlan/>

(voir *Chro mex 11* : 16 oct 2019

21 : 16 avril 2021

28 : 25 juillet 2022

35: 21 nov 2023)

40 hommes et femmes sont poursuivis depuis les dernières années pour défendre leur territoire mazatèque ; 4 sont en prison depuis bientôt 10 ans sans qu'il y ait eu condamnation.

Les femmes d'Eloxochitlan ne lâchent jamais, elles tiennent à nouveau un piquet et entendent faire connaître leurs exigences à la nouvelle présidente du Tribunal Supérieur de justice de l'État de Oaxaca.



3- Le Gouvernement nie la réalité de la guerre (Chiapas)

Pourtant la violence s'est imposée ; les structures criminelles ont pris le pouvoir dans les villages, dans les quartiers, et contrôlent toute la vie publique dans la zone du Chiapas qui fait frontière avec le Guatemala. L'Administration publique est complètement tenue en main par les cartels, qui contrôlent le territoire jusque dans les champs, où ils régissent les paysans.

<https://avispa.org/gobierno-niega-conflicto-armado-en-chiapas-mientras-violencia-exacerba-crisis-humanitaria/>

27 février

Conférence de presse avant la 4e Assemblée nationale pour l'Eau et la Vie (Tlaxcala)

Les journalistes présents pourraient apprendre ceci (entre autres) :

* Les entreprises de produits indésirables extraient 133 000 millions de litres d'eau par an, c'est à dire **133 millions de mètres cubes**.

(j'essaie ci-dessous de donner quelques équivalences visuelles *Pakito*)

Pour se rendre compte de cette quantité, on peut imaginer un canal de 20 mètres de large, 1m de profondeur, faisant le tour complet du Mexique, plus de 7 500 kilomètres. (à la louche, hein...?)

* Coca-cola à lui seul extrait dans 32 États du Mexique **55 millions de m³**, soit un canal de 1 m x 1 m rempli d'eau et faisant le tour de la Terre (en fait, ça en fait encore plus, il faudrait que le canal fasse 1,30 m de profondeur... ?)

* Ces données renversantes doivent être encore complétées par les informations suivantes :

1° Coca/Pays-Bas a indiqué dans un rapport qu'il faut 35,4 l d'eau pour produire 0,5 l de boisson gazeuse (cultiver les betteraves sucrières : 28 litres, fabriquer la bouteille : 7 litres, etc...) :

2° Pepsi extrait au Mexique 32 millions de m³ par an ;

Danone, 15

Nestlé, 10

3° sans compter :

- la production de poulets industriels : 19 millions de m³

- les Brasseries de bière : 20 millions de m³, pour la seule Cuauhtemoc-Moctezuma, filiale de Heineken

- les sociétés minières : 12 millions de m³

- le secteur immobilier: 3,6 millions de m³

Et pendant ce temps, 24 % des foyers mexicains n'ont pas d'eau tous les jours et les besoins en eau potable ne sont pas satisfaits : la fourniture de cette dernière n'atteint, dans certaines localités, même pas le 1/10e de ce qui est nécessaire, comme c'est le cas à Magdalena Tlatelulco-Tlaxcala, là où va se passer la 4e Assemblée nationale pour l'Eau et la vie.

Finalement, seulement 14 % de l'eau est distribuée pour la Consommation Publique.

29 février

Appel à la 4e Assemblée nationale pour l'Eau et la Vie

Le texte récapitule sur les étapes déjà parcourues par le mouvement :

► 1ère Assemblée en août 22, où des groupes venant de différents États du Mexique se sont réunis pour relier et rendre visibles les luttes de défense de l'eau sur tout le territoire national. Un an et demi avant, les villages nahuas de la région cholulteca avaient occupé l'entreprise Bonafont-Danone et mis fin aux dégradations causées par une déprédation massive qui asséchait toute la région.

► La 2e Assemblée s'est tenue en février 23.

► La 3e en août.

On y a dénoncé la dépossession des territoires, les disparitions forcées, les assassinats de porte-parole indigènes, le harcèlement contre les communautés zapatistes, en plus de donner l'écho voulu aux luttes engagées pour l'eau.

♦ L'Appel relève que l'ONU appelle à célébrer la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars, avec comme devise « L'eau pour la paix » mais l'organisme officiel mexicain censément chargé de sa protection et de sa gestion, la CONAGUA, prétend que la pénurie ne vient que du manque de pluie et de l'élévation de la température ; et cela justement pendant que l'initiative privée exige que l'État mexicain garantisse la demande future en eau... Mais la demande de qui ? ça pourrait bien vouloir dire *le droit des industriels à l'accaparer !*

La CONAGUA et l'État se montrent ainsi complices du pillage (voir ci-dessus les chiffres donnés dans la conférence de presse) au détriment des familles mexicaines. Il semble bien que par des mesures gouvernementales et législatives, y compris des modifications de la Constitution, on entende légitimer et institutionnaliser la dépossession de l'eau, avec des mesures se rapprochant en fait de privatisations.

♦ Quant aux mégaprojets, ils s'inscrivent dans la même logique, où le territoire(et ses ressources) échappe à ses peuples, une poignée de personnes décidant de son futur et préparant la destruction des communautés.

Face à ces manœuvres, camouflées comme il se doit derrière un discours vert et progressiste, et appuyées de près par la répression et la criminalisation, les peuples mexicains réaffirment que cette prétendue modernisation et ce prétendu développement (la « 4e Transformation » !) cherchent à briser l'organisation séculaire et l'autonomie des communautés, mais que ces communautés vivantes ont le savoir et la légitimité pour prendre soin de leurs territoires. Et qu'elles rejettent la surexploitation des nappes phréatiques provoquées par les industries, tout comme elles rejettent l'invasion touristique et immobilière qui monopolisent l'eau et transforment les peuples en marchandise exotique et en figurants.

♦ Même la déclaration de Territoires comme «Espaces naturels protégés » peut se transformer en une entreprise de dépossession de ses habitants, où les biens communs deviennent une proie pour agences gestionnaires ou personnalités politiques, avec exploitation accrue de la forêt, dégradation des écosystèmes et raréfaction de l'eau (ici encore, c'est le cas de Tlaxcala, lieu de réunion de la 4e Assemblée).

L'Appel à la 4e Assemblée évoque aussi l'insécurité grandissante, la croissance du Crime organisé, et la prolifération des groupes paramilitaires : ils sont protégés par le Gouvernement en place pour contenir l'organisation et la résistance du peuple, de façon à faciliter la mise au pillage de tout le territoire national sous le nom de 4e Transformation et bien sûr sous prétexte de Progrès.

Dans le dernier point du document, il est question de la célébration en territoire Zapatiste du 40e anniversaire de l'EZLN et du 30e du début de la « guerre contre l'oubli » (soulèvement du 1^{er} janvier 1994), célébrés du 31 décembre au 2 janvier. Et des nouvelles orientations zapatistes vers « le Commun et la non-propriété » (voir *Chro mex 36 : 21 décembre et 25, 3 janvier 24*) : ces dernières feront l'objet d'une Table de Travail de la 4^e Assemblée, avec aussi :

- Militarisation au Mexique
- Les femmes dans la défense de l'Eau
- Autonomie des peuples face aux politiques gouvernementales de pillage de l'eau
- Bois et montagnes : une forme de vie menacée
- Gestion territoriale, urbanisme et tourisme comme mécanismes de spoliation.

Le texte se termine par la reprise des mots d'ordre traditionnels, comme :

Pour la reconstruction intégrale de nos peuples

Zapata est vivant, la lutte se poursuit

et d'autres, comme celui-ci :

Un Nosotros sin estado (Pas d'État pour nous autres)

Texte original : [http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-appel-a-la-4e-assemblee-nationale-pour-l-eau-et-la-vie.html?](http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-appel-a-la-4e-assemblee-nationale-pour-l-eau-et-la-vie.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmail)

[utm_source= ob_email&utm_medium= ob_notification&utm_campaign= ob_pushmail](http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/02/mexique-appel-a-la-4e-assemblee-nationale-pour-l-eau-et-la-vie.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmail)



2 mars

Sit-in des pères et mères des **43 d'Ayotzinapa** (Mexico)

Devant le Palais National le 26 février, ils exigent que le Gouvernement remplisse sa promesse de retrouver leurs enfants. À présent AMLO annonce que ce ne sera pas fait d'ici la fin de son mandat (2 juin).

Le Comité des Pères et Mères s'était déjà rassemblé devant le Sénat, mais ils n'ont pas été reçus. Ils veulent notamment savoir où en est la demande d'extradition de Tomas Zeron, un officiel lourdement suspecté et réfugié en Israël (voir *Chro mex 32 : 14 avril 23*), et quand 800 feuillets d'archives détenus par l'Armée seront enfin rendus publics.

5 mars

29 années de BRICOs (Chiapas)

Le FrayBa publie un petit récapitulatif sur les BRIGades Civiles d'Observation, cette initiative militante qui appuie les population zapatistes du Chiapas.

Après le *Ya basta !* du 1^{er} janvier 1994, la réaction de l'État a été la violence militaire massive ; à partir de 1995, la SEDENA (Ministère de la Défense) a cherché à mettre fin à la lutte de l'EZLN en créant des paramilitaires pour faire les basses besognes sans que le Gouvernement paraisse compromis. Des violations graves des DH se sont alors multipliées.

Le 28 février 1995, l'évêque du Chiapas, Samuel Ruiz (converti par les Indiens, comme 5 siècles auparavant l'avait été Bartolomé de Las Casas lui-même) lance un appel à la solidarité nationale et internationale pour arrêter la guerre contre les Zapatistes : là, sont nés les Camps Civils pour la Paix, puis en 1998 les BRICOs. Des volontaires sont envoyés dans les communautés menacées et, présents jour et nuit aux côtés de la population, ils observent, filment, enregistrent, témoignent : une documentation solide est ainsi produite qui permet de contredire la désinformation officielle et de décourager certaines tentatives d'agressions violentes.

Depuis les débuts, 11 000 personnes, de 73 nationalités, ont participé aux BRICOs ; 146 camps ont été installés pour des durées de 1 an à plus de 20 ans (comme dans le cas d'Acteal après le massacre du 22 décembre 1997).

Dans les 18 derniers mois, encore 128 brigadistes ont séjourné dans les communautés, âgés de 20 à 69 ans. À présent, la violence s'est considérablement accrue et le FrayBa (organisateur des missions BRICO) a jugé que les risques encourus étaient trop importants.

Il ne subsiste que 2 camps, Acteal à Chenalho, Casa Betania Santa Marta à Salto de Agua, et Agua Clara à Palenque. Le FrayBa demande néanmoins de continuer à appuyer son action.

6 mars

L'Assemblée nationale pour l'eau et la Vie demande la libération de 2 compañeros (Tlaxcala)

Saul Rosales et Raymundo Cahuatzí, autorités traditionnelles de San Pedro Tlacuapan, et défenseurs de la forêt de Matlalcueitl sont en prison depuis le 14 juillet 2022, accusés d'un crime qu'ils n'ont pas commis.

La vraie raison de leur emprisonnement est leur action en faveur de la forêt.

« La prison devrait être pour ceux qui abattent et permettent l'abattage de la forêt, pour ceux qui volent et contaminent l'eau, pour ceux qui vendent notre territoire au plus offrant et pour ceux qui imposent la mort à nos villages et communautés. **PAS** pour ceux qui défendent la vie.

Pour notre peuple, les forêts sont sacrées, elles nous fournissent de l'eau et de la nourriture, elles sont notre habitat et celui de milliers d'espèces. La vie, notre histoire et notre culture trouvent leur origine dans nos forêts. C'est pourquoi nous les défendons au prix de notre vie !

Liberté pour Saul et Raymundo ! »

Manque d'eau au Mexique (Vera Cruz)

A Xalapa, capitale du Vera Cruz, les gens n'ont pas tous les jours de l'eau et les coupures peuvent durer jusqu'à 2 semaines.

Au niveau national, le problème touche 30 des 32 États, les gens doivent acheter de l'eau à boire, réutiliser l'eau et réduire la toilette.

D'après les chiffres établis par l'étude « Perspectives pour l'Eau au Mexique », menée par des scientifiques de l'Université (UNAM), seulement 78 millions de Mexicains (sur 120 millions au total) ont de l'eau tous les jours à la maison.

6 millions n'ont pas accès à l'eau potable.

11 millions n'ont pas de sanitaires.

Les auteurs de l'étude considèrent que le changement climatique et la chaleur extrême ne sont pas les seuls responsables de la pénurie qui s'aggrave inexorablement : négligence des gouvernements

pendant des décennies, corruption, priorité donnée à la réalisation de profits industriels, gloutonnerie des entrepreneurs immobiliers, déforestation, artificialisation des sols, tout cela pèse lourd.

Les perspectives sont inquiétantes : outre la gêne actuelle et ses impacts sanitaires, on peut prévoir pour l'avenir des retombées sévères sur l'élevage, les cultures, la production alimentaire, l'énergie.

(en d'autres termes, on va crever de faim et de soif, dans le noir ? P.)

lire : https://es.mongabay.com/2024/03/mexico-escasez-de-agua-xalapa-crisis-nacional/?mc_cid=f9fcc27e78&mc_eid=c15dff9948

8 mars

Saul Rosales reconnu coupable (Tlaxcala)

Le défenseur nahua Saul Rosales (voir ci-dessus : 6 mars) a été reconnu coupable de l'assassinat par lynchage qui a été perpétré le 15 avril 2022.

On sait qu'il est intervenu pour tenter de protéger la victime, mais sans succès ; la police, arrivée sur les lieux, ne s'est pas interposée.

La Procureur général de l'État a annoncé qu'il allait demander une peine de 50 ans de prison : une nouvelle fois, un responsable indigène est criminalisé pour son action de défense du territoire communautaire (ici, contre une intrusion illicite dans la forêt de la Malinche et l'abattage illégal du bois).

La sentence sera prononcée ultérieurement.

10 mars

Manifestation de femmes contre la violence sexiste dans la Montaña (Guerrero)

Le 8 mars, femmes et filles indigènes Tlapanèques (et métis) ont marché dans les rues de Tlapa contre les féminicides, les disparitions et les mariages forcés.

Les étudiantes, qui tous les jours doivent supporter le harcèlement de certains enseignants, portaient des panneaux avec noms et photos pour les dénoncer publiquement.

Devant la mairie, elles ont chanté *cancion sin miedo*, chanson de Vivir Quintana devenue très célèbre sur tout le continent.

En relation avec l'information ci-dessus, pour en savoir plus sur les Tlapanèques, se reporter au site suivant, qui présente les Mè'phàà (c'est l'autodénomination) :

<https://peuplesautochtones.wordpress.com/2021/08/04/mexique-le-peuple-tlapanèque-ou-mephaa/>

Plus précisément encore, voici un article sur la conception des femmes dans la pensée Mè'phàà :

http://cocomagnanville.over-blog.com/2024/03/mexique-numuu-ri-gido-a-go-aun-mbaa-me-phaa-la-conception-de-la-femme-dans-la-pensee-me-phaa.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmail

11 mars

Meurtre d'un étudiant de l'École Normale d'Ayotzinapa (Guerrero)

Le 6 mars, la police a ouvert le feu sur des étudiants qui se dirigeaient en camionnette vers leur école pour participer aux préparatifs du 98e anniversaire de sa fondation. Selon la police, les jeunes ne se sont pas arrêtés au poste de contrôle.

(sur les écoles normales et les étudiants indigènes, voir *Chro mex 21 : 21 mai 2021*)

La violence de la répression s'intensifie en raison des protestations des proches des **43**, qui sont en sit-in sur le Zocalo de Mexico depuis le 26 février et demandent à être reçus par AMLO - ce qu'ils n'ont pas obtenu.

AMLO a envoyé ses condoléances pour ce décès, ajoutant que selon le rapport de police, les étudiants avaient tiré les premiers.

A l'annonce de la nouvelle, un groupe de Normalistes à Mexico s'est emparé d'un véhicule officiel et l'a utilisé comme bélier pour enfoncer un grand portail du palais présidentiel ; c'était pendant la conférence de presse quotidienne d'AMLO : ce dernier a maintenu son refus de recevoir une

délégation, disant que ce n'était pas les parents des **43** qui étaient là, mais des provocateurs payés par l'opposition de droite pour faire échouer l'enquête sur la disparition des **43**, enquête qui « avance beaucoup ». « Mais nous ne tomberons pas dans la provocation, on va réparer la porte et c'est tout ».

L'intrusion des étudiants a été repoussée par des gaz lacrymogènes.



L'état de la Justice au Mexique

Article du Media ESTE PAIS, qui se veut pluraliste et indépendant :

https://estepais.com/tendencias_y_opiniones/contra-la-impunidad/?utm_source=substack&utm_medium=email)L'article expose la question de l'impunité.

Sur 100 délits, 11 se dénoncent et, sur ces derniers, 1 seul finalement est jugé (ce qui ne veut pas dire correctement condamné, et encore moins réparé).

11 % des personnes ont confiance dans l'institution judiciaire (mais ce doit être des distraits ou des mafieux... P).

Sur 140 pays, le Mexique est 115e en ce qui concerne le respect de l'état de droit ; il fait partie des 10 pays les plus mal classés dans le domaine de la corruption et du fonctionnement de la Justice.

L'article analyse les causes de l'Impunité, puis ses conséquences, et fait des propositions pour réformer l'institution.

13 mars

Les Raramuri obtiennent une victoire juridique (Chihuahua)

Dans une décision exceptionnelle, un tribunal fédéral a reconnu le droit à son territoire de la communauté Raramuri de Bosques San Elias Repechique, et annulé des permis d'exploitation forestière abusifs détenus sur cette propriété ancestrale.

(c'est là que je fais mon autocritique : allez ! tout ne va pas si mal au Mexique ! On exagère, on exagère ! D'accord, il a fallu 40 ans de luttes et il a fallu endurer assassinats, agressions et déprédations, mais maintenant, ça va aller... *Pakito*)

Cependant, le Ministère de l'Environnement (SEMARNAT) a fait appel de ce jugement, ainsi que 2 exploitants forestiers.

(on se disait bien, aussi...P)

Cette communauté Raramuri se considère maîtresse d'un territoire ancestral de presque 340 km² et elle s'applique à le faire reconnaître depuis 1960. Mais, entre temps, on a fait passer un gazoduc, créé un aéroport, et 12 propriétés - cumulant 114 km² - se sont installées, dont au moins 8 font de l'exploitation forestière.

La déforestation et la désertification consécutive guettent les Raramuri, sans compter le tourisme avec ses 4x4 et ses quads pour les amateurs d'aventure en boîte le week-end.

Un mois après le jugement reconnaissant leurs droits, les Raramuri se heurtent donc à un refus du Secrétariat au Milieu Naturel, qui semble avoir à cœur de défendre les exploitants forestiers illégaux, les 4x4, les quads, sans compter les adeptes du tir (sportif ?) sur cibles humaines vivantes. C'est l'État lui-même qui intervient contre eux.

Rien n'est donc fait.

(voir sur cette lutte meurtrière :

*Chro mex 6 : 26 oct 18
20 : 30 mars 21, 8 avril 21
23 : 6 oct 21
27: 20 juin 22
34 : 11 août 23)*

Une Mission d'Observation chez les compagnons du CIPOG-EZ (Guerrero)

Le dispositif fédéral de protection des DH, dit « Mécanisme de Protection » a été refusé par les autorités du Guerrero au compagnon Jesus Placido Galindo pour les journées du 11 au 15 mars, dates où se déroulera cette Mission d'Observation (à laquelle participeront des militants des Droits de l'Homme venus du Mexique, ainsi que des Internationaux).

Le CIPOG-EZ prévient que par ce refus le Gouvernement portera toute la responsabilité si des tentatives d'agression criminelle ont lieu.

Il rappelle aussi à tous que le Guerrero est un État où le Crime organisé opère dans une impunité totale ; non seulement il est couvert par la gouverneur du Guerrero et des présidents de municipalités mais, en plus, nombre de ces derniers sont partie prenante de la délinquance organisée.

14 mars

Le cadavre de la Justice bouge encore ! (Yucatan)

La juge du 1er district du Yucatan a accusé les autorités du Gouvernement fédéral de ne pas avoir respecté la « suspension définitive » du Tronçon 5-sud du Train Maya et a rappelé que cela « relève d'une peine de 3 à 9 ans de prison », sans compter l'amende ; et pour les employés publics qui passeraient outre, ils encourent une interdiction professionnelle de plusieurs années. En décembre 2023, il a exigé qu'on lui fournisse les preuves que les études préalables prescrites par la loi avaient été menées avant la réalisation des travaux : études géologiques et géo-hydrologiques.

Des vidéos attestent que les travaux ont continué, et l'une d'elle montre le 5 mars des perforatrices en pleine action, perçant le plafond d'une grotte du système Aktun T'uyul.

25 mars

Nouvelles d'Avispa Midia

(voir 26 février)

1- Les armes de la culture pour résister au Corridor Transocéanique

<https://avispa.org/altepee-colectivo-que-construye-armas-para-resistir-al-corredor-interoceanico/>

2- Les mères de disparus demandent un soutien international face à l'inaction de l'État

<https://avispa.org/madres-en-mexico-solicitan-respaldo-internacional-ante-falta-de-accion-estatal-en-desapariciones/>

3- La restructuration énergétique au Mexique accroîtra la dépendance face aux USA

<https://avispa.org/reestructuracion-energetica-de-mexico-causara-mas-dependencia-de-estados-unidos/>

4- La police du Guerrero tue un étudiant d'Ayotzinapa

<https://avispa.org/policia-estatal-de-guerrero-ataca-a-normalistas-de-ayotzinapa-confirman-un-estudiante-asesinado/>

2 avril

La biodiversité au garde-à-vous

Par décret, le Gouvernement a fait un pas en arrière de 20 années en supprimant la Commission Nationale pour la connaissance et l'usage de la Biodiversité CONABIO, qui se trouve transformée en Direction de la SEMARNAT, le glorieux Ministère de l'Environnement (voir notamment 13 mars).

La communauté scientifique proteste contre la mise sous contrôle politique de cet organisme qui était la plus grande banque d'information sur les écosystèmes du Mexique.

5 avril

105e anniversaire de l'assassinat de Zapata, le 10 avril

Appel à réaliser des actions dans tout le pays, lancé par la 4e Assemblée nationale pour l'Eau et la Vie.

« Car les mêmes qui, il y a 105 ans, ont assassiné Zapata, ont tué il y a 5 ans notre frère Samir Flores Soberanes, défenseur du territoire, opposant au gazoduc et aux centrales thermiques. »



Appel des populations de la région d'Aquila (Michoacan)

Une action armée d'envergure du Cartel Jalisco Nueva Generacion CJNG lui a permis d'occuper plusieurs villages du Michoacan après avoir franchi les limites du Colima. Outre des fusils d'assaut, il a utilisé des explosifs et des drones.

Les gardes indigènes de Coahuylana et Aquila ont réussi à arrêter l'avance des criminels dans la région de Costa-Sierra mais le groupe délinquant a pris le contrôle de plusieurs localités ; à El Organo, la population est pratiquement séquestrée, les téléphones ont été confisqués et toute communication avec l'extérieur est impossible.

Ni l'armée, ni la Marine, ni la Garde nationale ne sont intervenues.

En réponse, les habitants de Coahuylana et Aquila ont coupé la route entre les 2 États et exigent du gouverneur et des forces armées qu'ils expulsent les tueurs de CJNG, qu'ils démantèlent le groupe et qu'ils donnent des garanties aux groupes d'autodéfense qui font face aux cartels.

6 avril

Le FrayBa dénonce l'incapacité des forces armées à protéger les populations (Chiapas)

Une fusillade a coûté la vie à 25 personnes à La Concordia (sud du Chiapas, une zone jusqu'ici moins dangereuse que d'autres), alors que la Garde nationale poursuivait un groupe armé. Les victimes ont été prises entre 2 feux.

8 avril

Une décision de Justice ignorée par l'État (Oaxaca)

11 communautés indigènes des vallées centrales du Oaxaca ont exigé que les autorités fédérales et étatiques fassent respecter l'annulation de concessions minières irrégulières.

<https://desinformemonos.org/comunidades-de-los-valles-centrales-exigen-respeto-a-suspension-que-impide-proyectos-mineros-en-su-territorio/>

10 avril

Le Train maya n'a pas non plus peur de la Loi sur l'Eau (Quintana Roo)

Sans aucune autorisation de l'instance officielle CONAGUA, entre 5 et 10 conduites ont été posées pour extraire des milliers de m³ d'eau sur les terres de l'Ejido de Huay Pix et les acheminer vers le chantier.

(Les travaux, réalisés à marche forcée pour prendre de vitesse l'opposition des populations et établir un fait-accompli qui rende inopérants les recours juridiques, s'accompagnent de fausses manœuvres, comme récemment une rupture de canalisations qui a laissé sans eau les habitants de Chetumal, certains pour plusieurs semaines).

NB les indications de dates en tête de paragraphes font référence au moment où la nouvelle a été reçue. Les faits relatés sont antérieurs, et leur date n'est pas forcément connue.

Rappel des principaux sites à consulter :

<https://www.congresonacionalindigena.org/> (Peuples en rébellion du Mexique indigène, alliés à l'EZLN)

<https://cspcl.ouvaton.org/> (Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte)

<https://enlacezapatista.ezln.org.mx/> (Site de l'EZLN)

<https://radiozapatista.org/?p=47642>

<https://espoirchiapas.blogspot.com/2012/03/presentation-espoir-chiapas.html> (site d'infos)

<https://acteal.blogspot.com/> (site de la Société Abejas de Acteal, Chiapas)

<https://desinformemonos.org/> (presse alternative mexicaine)

<https://avispa.org/inicio/> media indépendant d'investigation, libertaire (Amérique latine)

<https://www.servindi.org/> (presse alternative du Pérou, traitant de toute l'Amérique indienne, et très informée sur le Mexique aussi)

<http://cocomagnanville.over-blog.com/> (collecte au quotidien des infos sur l'Amérique indienne - entre autres. Les présentes Chroniques s'appuient sur l'énorme travail mené par C.R., la responsable du Blog.)

<https://www.frayba.org.mx/> Droits de l'Homme, Chiapas

<https://www.tlachinollan.org/> Droits de l'Homme, Guerrero

<https://es.mongabay.com/> Préservation du milieu naturel et appui aux peuples indigènes

Rappel : pour en savoir plus sur tel ou tel peuple indigène cité dans Chronique mexicaine, reportez- vous au Répertoire de C.R. , dans : PEUPLES AUTOCHTONES D'ABYA YALA, ici :

<https://peuplesautochtones.wordpress.com/>

Merci à chacun de faire circuler ces informations:

transférez, répercutiez, photocopiez !

« no les dejemos solos ! Ne les laissons pas seuls »

Chronique mexicaine est en ligne sur [lecafedesvallees.fr],

tous les numéros depuis novembre 2017

Chronique mexicaine 37

9 avril 2024 **Pakito**